

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 25/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUN DESHY

SUN DESHY
route de Pogny
51240 Francheville

Références : D1 i 2025-896
Code AIOT : 0005701721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement SUN DESHY implanté Route de Contault 51330 Noirlieu. L'inspection a été annoncée le 22/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel des contrôles afin de s'assurer que l'exploitant respecte les prescriptions de ses arrêtés préfectoraux ainsi que les différentes réglementations qui encadrent ses activités

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUN DESHY

- Route de Contault 51330 Noirlieu
- Code AIOT : 0005701721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUN DESHY exploite sur la commune de NOIRLIEU une usine de déshydratation de luzerne destinée à l'alimentation animale ainsi que la fabrication de granules de bois, ensachés ou en vrac, destinés au chauffage.

La capacité de production du site est d'environ 30 000 tonnes (20000 pour la luzerne et 10000 pour le mailuz) ainsi que 10 000 tonnes de bois.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Fréquence de surveillance	Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Meilleurs techniques disponibles	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5	Demande d'action corrective	10 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
4	Situations d'urgence et moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque incendie est parfaitement appréhendé et la gestion du process en termes d'émissions atmosphériques reste globalement correcte.

Néanmoins, un gros travail doit être réalisé par l'exploitant pour finaliser son système de management environnemental ainsi que pour résorber tous les écarts relatifs aux différentes vérifications électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, vérification des dispositifs contre le risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. » Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis au service de l'inspection en amont de la visite le rapport de vérification complète foudre réalisée le 28/01/2025 par un organisme extérieur.</p> <p>Ce rapport fait apparaître 3 observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les prises de terre PdT2.1 et PdT2.2 ne sont pas mesurables en l'état. Des ferrailles sont stockées sur le dessus des pots de terre ; - le dispositif de protection ne correspond pas aux préconisations du constructeur ; - remplacer les cartouches actuelles par des cartouches ayant un Uc de 440V. <p>L'exploitant indique au service de l'inspection que les ferrailles avaient été retirées et les cartouches remplacées. Concernant le dispositif de protection, l'exploitant précise que son remplacement est programmé en inter-campagne.</p> <p>Par conséquent, sur les trois observations présentes suite à la vérification complète, deux ont été levées et la dernière est programmée. Les justificatifs seront transmis au service de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, conformité des installations électriques
Prescription contrôlée : <i>« A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. « L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. « Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]"</i>
Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite au service de l'inspection les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- la vérification des installations électriques réalisée en juillet 2025 ;- le certificat Q18 relatif à la prévention des risques d'incendie et d'explosion ;- le rapport de détection ultrasons relatif à la vérification des installations électriques haute tension du 10/07/2025 ;- le compte rendu Q19 relatif à la vérification d'une installation électrique par thermographie infrarouge du 10/07/2025 ;- le rapport de la vérification des installations électriques ICPE Silo du 06/02/2025. L'analyse de ces documents par le service de l'inspection fait apparaître : <ul style="list-style-type: none">- 64 observations sur la vérification des installations électriques ;- 5 non-conformités sur le rapport Q18 ;- 2 anomalies de priorités 2 et 3 sur le rapport Q19 ;- 15 non-conformités sur la vérification des installations électriques silo, dont 12 de niveau "fort". L'exploitant a indiqué au service de l'inspection que : <ul style="list-style-type: none">- plusieurs observations sur la vérification des installations électriques avaient été levées par la maintenance ;- les 3 non-conformités relatives "usine distribution", "stockage 5", et "Bureaux Vestiaires" présentes sur le rapport Q18 seront levées en inter-campagne. Néanmoins, l'exploitant conteste les 2 non-conformités relatives au "garage mécanique" ; Le service de l'inspection fait remarquer à l'exploitant que beaucoup de non-conformités présentes dans les différents rapports sont récurrentes. A titre indicatif, sur les 64 observations du rapport de vérification des installations électriques, d'après l'organisme de contrôle, 62 étaient déjà présentes lors de la précédente vérification.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le service de l'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de lever les non-conformités relatives au Silo, ainsi que celles présentes dans les rapports Q18 et Q19 ; - de transmettre un plan d'actions pour les 64 observations en précisant, celles levées, et l'échéancier de celles restant à lever.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Fréquence de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 6.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets à l'atmosphère</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"[...]Les émissions de poussières issues des fours sécheurs doivent être mesurées tous les mois pendant la période d'activité sur toutes les émissions aériennes canalisées.</i> <i>Les émissions de CO₂, NO_x et SO₂ issues des fours sécheurs sont mesurées une fois par an par ligne et par produit sur toutes émissions aériennes canalisées.</i> <i>Les autres paramètres, fixés en valeurs limites de rejet pour les fours sécheurs sont mesurés au moins une fois par an et par émissaire.</i> <i>Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé.</i> <i>Les mesures doivent être effectuées suivant les méthodes définies par les normes en vigueur (voir arrêté du 2 février 1998 ou texte subséquent).</i> <i>Un bilan des rejets et des teneurs en soufre des combustibles est transmis annuellement à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</i> <i>Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, l'exploitant déclare les rejets annuels dans l'atmosphère des polluants suivants : oxydes d'azote, protoxyde d'azote, oxydes de soufre, dioxyde de carbone, méthane et poussières totales, quelle que soit la masse rejetée et tout autre composé au dessus des seuils annexés à l'arrêté du 24 décembre 2002."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis au service de l'inspection son suivi des mesures des rejets atmosphériques de l'année 2024 ainsi que les deux rapports, août 2024 et novembre 2024, de mesures des rejets atmosphériques réalisées par un organisme agréé extérieur.</p> <p>Suite à l'analyse des documents transmis, le service de l'inspection constate que les analyses sur les émissions de CO₂, NO_x et SO₂ ont été réalisées conformément à la prescription avec les lignes 15000 et 20000 sur la luzerne en date du 24/09/2024 et la ligne 20000, uniquement utilisée pour la sciure, en date du 13/11/2024.</p> <p>Néanmoins, le service de l'inspection s'interroge sur la fréquence des analyses des émissions de</p>

poussières qui doit être mensuelle. En effet, il semblerait qu'il manque plusieurs analyses notamment celle de juillet 2024.

Enfin, le service de l'inspection indique à l'exploitant une inadéquation entre le récapitulatif interne du suivi des rejets et les analyses réalisées par l'organisme extérieur.

Les résultats du 24/09/2024, des émissions de CO₂, Nox et SO₂ issues de la ligne 15000 ne sont pas reportés dans le tableau de synthèse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le service de l'inspection demande à l'exploitant de transmettre l'ensemble des analyses des émissions de poussières réalisé par la société extérieure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Situations d'urgence et moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »

Constats :

L'exploitant a transmis au service de l'inspection en amont de la visite la vérification des extincteurs réalisée le 10/04/2025 par l'entreprise extérieure, et a présenté le registre des tests du matériel de sécurité réalisés en interne avant chaque début de campagne annuelle.

Le service de l'inspection a pu consulter sur le rapport de prestataire, notamment les opérations

<p>réalisées en préventif ainsi que les extincteurs remplacés. Le service de l'inspection n'a aucune remarque sur cette vérification annuelle.</p> <p>Le registre du test des matériels de sécurité interne est relativement complet avec notamment la vérification des RIA, du volume des réserves incendie, des circuits incendie des lignes de séchage (motopompe, Détection "protecfeu"), et le fonctionnement des trappes de désenfumage.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique que la chaîne détection-transmission-extinction fait l'objet d'un contrat de maintenance.</p> <p>L'exploitant a remis la vérification réalisée le 11/03/2025 du système GreCon ainsi que le rapport de vérification d'installation de détection d'étincelles réalisée le 07/07/2025 par l'entreprise extérieure.</p> <p>Ce dernier rapport indique dans sa conclusion que <i>"l'installation de protection incendie est en ordre de fonctionnement à ce jour"</i></p> <p>Le service de l'inspection, a pu constater sur site la présence des réserves incendie ainsi que la présence de la motopompe.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Meilleurs techniques disponibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, système de management environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>I. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;</i> <i>II. Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ;</i> <i>III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</i> <i>IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;</i> <i>V. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;</i> <i>VI. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;</i> <i>VII. Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;</i> <i>VIII. Communication interne et externe ;</i> <i>IX. Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;</i> <i>X. Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;</i> <i>XI. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ;</i> <i>XII. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;</i>

XIII. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;

XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;

XV. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;

XVI. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;

XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;

XVIII. Evaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;

XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;

XX. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

Le SME intègre également les éléments suivants :

- un plan de gestion du bruit (voir point 13.1) ; - un plan de gestion des odeurs (voir point 14) ; - un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6) ; - un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a).

Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles."

Constats :

Le service de l'inspection n'a pas consulté le système de management environnemental de l'exploitant.

En effet, l'exploitant a indiqué au service de l'inspection que la politique environnementale est définie, mais une réflexion sur la méthodologie, les objectifs ainsi que la mise en œuvre d'indicateurs de performance est toujours en discussion.

Néanmoins, l'exploitant précise que la compilation des documents internes ainsi que la trame du système de management environnemental a commencé et que ce sera finalisé courant 2026 sur l'ensemble de ses sites.

Le service de l'inspection rappelle à l'exploitant que la date butoir pour finaliser son système de management environnemental était fixée au 04/12/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le service de l'inspection demande à l'exploitant de finaliser son système de management environnemental.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 10 mois